

Bulletin d'histoire politique

Les relations internationales du Québec sous Robert Bourassa (1985-1994)

Daniel Robichaud



Volume 16, Number 2, Winter 2008

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1056153ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1056153ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (print)
1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Robichaud, D. (2008). Les relations internationales du Québec sous Robert Bourassa (1985-1994). *Bulletin d'histoire politique*, 16(2), 315–324.
<https://doi.org/10.7202/1056153ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2008

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Les relations internationales du Québec sous Robert Bourassa (1985-1994)

DANIEL ROBICHAUD

Historien

Vu l'état des relations internationales du Québec en 2007, nous pouvons nous poser la question suivante : le piètre état des relations politiques du Québec vient-elle d'une culture économique instaurée sous les libéraux québécois ? Plus succinctement, posons-nous cette question : y a-t-il eu rupture ou continuité entre les politiques des relations internationales du gouvernement libéral de Robert Bourassa sous Gil Rémillard, Paul Gobeil et John Ciaccia de 1985 à 1994 par rapport à celles du gouvernement péquiste de René Lévesque de 1981 à 1985 ? Pour répondre à cette question, nous traiterons des relations du Québec avec l'Europe, les États-Unis et la francophonie.

Premièrement, depuis 1980, les choses ont grandement bougé en ce qui concerne les actes politiques du ministère des Relations intergouvernementales. On parle de plus en plus d'économie dans les relations internationales québécoises. De plus, en janvier 1983, René Lévesque crée le ministère du Commerce extérieur (MCE), ministère qui a pour but d'augmenter le commerce du Québec avec le monde. En mars 1984, le gouvernement péquiste crée le ministère des Relations internationales (MRI). À la suite de cette création, le gouvernement péquiste réalise un énoncé politique pour jeter les bases de ce que doivent être les actions du Québec à l'étranger. Cet énoncé souligne que depuis 1965, les objectifs gouvernementaux en matière internationale sont dans la même veine : « La manifestation d'une grande continuité quant à l'importance accordée aux relations culturelles et éducatives avec l'étranger, et notamment avec la France, et à de notables changements d'orientation¹. » Ces changements concernent surtout le domaine économique, scientifique et technologique.

Lorsque les libéraux de Robert Bourassa prennent le pouvoir, ils veulent rationaliser les relations internationales du Québec en axant leur action sur

les relations commerciales. C'est en ce sens qu'est créé, en 1988, le ministère des Affaires internationales (MAI). En le créant, c'est l'économie que le gouvernement libéral veut prioriser. Nous voyons les preuves de cette volonté en étudiant l'*Énoncé politique* de 1991 et dans la modification des mandats de certaines délégations du Québec. Le MAI souligne qu'en 1990, 74,8 % des exportations du Québec vont vers les États-Unis et 15,2 % vers l'Europe, le reste du monde recevant que 10 % des exportations de produits québécois. De nombreuses ententes sont réalisées avec ces différentes régions ; nous devons souligner le fait que l'action gouvernementale ne peut se mesurer en stricts termes quantitatifs, mais plutôt en allant analyser les détails de ces diverses ententes.

Voyant que l'Europe prend de plus en plus de place sur l'échiquier mondial face aux États-Unis, surtout grâce au marché unique, le Québec s'efforce d'étendre ses relations économiques ; les relations politiques suivent la mise en place des relations commerciales. Pour ce qui est des relations politiques, les ententes et les visites se sont multipliées. Avant d'aller plus loin, il faut retenir que ce ne sont pas les gouvernements péquistes qui ont initié les mouvements politiques et commerciaux, par exemple avec l'Europe. En étudiant la période 1985-1994, nous pouvons constater que c'est la continuité économique qui caractérise les relations avec l'Europe ; les relations politiques se retrouvent loin derrière. En général, les relations politiques concernent l'environnement et l'énergie, les priorités politiques de Robert Bourassa. Depuis des décennies, les cibles privilégiées du gouvernement sont la Grande-Bretagne, l'Allemagne fédérale, l'Italie et l'Espagne² ; nous voyons que cela est fait à travers les efforts de diversification des années 1970, du virage commercial des années 1980 et des *Énoncés politiques* de 1985 et de 1991³.

Les gouvernements péquistes et libéraux des années 1980 veulent abaisser un déficit commercial très imposant ; à la fin de la période étudiée, elle est tout de même négative avec la plupart des pays européens, mais dans une proportion moindre qu'à la fin du mandat péquiste. Cela peut être expliqué par la faiblesse du dollar canadien ; ce n'est donc pas uniquement grâce aux efforts du gouvernement libéral que ces changements s'exercent. Cette domination de l'économie dans les relations internationales se traduit par une relance des rapports avec les pays du nord de l'Europe, les Pays-Bas et la Suisse. Pour ce qui est du gouvernement péquiste de René Lévesque, l'*Énoncé politique* de 1985 fait mention de l'Espagne et des États scandinaves parmi les pays avec lesquels le Québec a le plus de relations. Il est à préciser que le virage économique a été amorcé par le gouvernement Lévesque du début des années 1980 ; cette affirmation a été confirmée par Stéphane Paquin dans un texte récent : « C'est également sous le Parti québécois, à partir de 1982, que

les relations internationales avaient pris un virage économique⁴. » C'est donc la continuité qui caractérise les relations politiques avec l'Europe de l'Ouest.

Les relations avec l'Europe de l'Est, dans un état embryonnaire au début des années 1980, prennent un essor considérable de 1989 à 1994. Les relations avec cette région, impossible sous le Parti québécois, ont été rendues possible et intensifiées, par la chute de l'empire soviétique; c'est ce que souligne Paquin :

Sur la scène internationale, la fin des années 1980 et le début des années quatre-vingt-dix sont marqués par le plus important bouleversement géopolitique depuis la Seconde Guerre mondiale : la chute de l'URSS [...] les anciens pays soumis à des régimes totalitaires s'engagent, parfois péniblement dans la démocratie de marché⁵.

Cette nouvelle situation a permis au gouvernement libéral d'ouvrir le marché québécois à l'Europe de l'Est et de nouer de nouvelles relations politiques, surtout avec la Hongrie et la Tchécoslovaquie. L'Europe de l'Est, et surtout la nouvelle Allemagne unifiée, deviennent donc des cibles privilégiées pour le gouvernement Bourassa. En somme, tout cela montre bien qu'en Europe, les gouvernements de Robert Bourassa et de René Lévesque ont misé sur cette zone quatre-vingt géographique.

Pour ce qui est des États-Unis, cette relation est primordiale pour le Québec. Les États-Unis sont le plus important partenaire commercial du Québec depuis les années 1960. Il faut savoir que la relation Québec-États-Unis n'est pas née spontanément avec l'élection du Parti québécois de René Lévesque en 1976. Elle date de bien plus longtemps. Sous les gouvernements Lesage, Johnson et Bertrand, on est déjà résolument tourné vers le géant états-unien. Que ce soit avec les péquistes ou les libéraux, ces échanges ont constitué « une part considérable, souvent la plus importante, de la politique québécoise dans le monde⁶ ». Depuis l'arrivée de René Lévesque et du Parti québécois au pouvoir en 1976, on peut noter une croissance des objectifs états-uniens⁷. Selon Balthazar, cette croissance s'est accrue sous le Parti québécois pour « des raisons qui semblent peu reliées à l'idéal de souveraineté prôné par ce parti, car c'est au moment où la souveraineté était mise en veilleuse que les relations Québec-États-Unis devinrent plus intenses⁸ ». L'« Opération Amérique » de Lévesque cible plutôt le voisin du sud comme un partenaire à privilégier dans les relations politiques et aussi économiques⁹.

Le gouvernement Bourassa qui suit profite donc de la porte déjà ouverte par les péquistes. L'accent économique est poursuivi dans les années Bourassa qui suivent. En fait, ce gouvernement ne fait que continuer d'élargir le sentier déjà bien défriché par les gouvernements précédents. Durant la période 1985 à 1994, les relations avec le voisin états-unien correspondent à une part

essentielle de la politique extérieure du Québec. C'est en ce sens que le gouvernement québécois défend un accord de libre-échange avec les États-Unis ; accord qui est élargi au Mexique à la fin de la période étudiée.

Pendant la période du gouvernement péquiste du début de la décennie quatre-vingt, les exportations du Québec vers les États-Unis sont passées de 5,9 milliards de dollars en 1978 à 14 milliards de dollars en 1984¹⁰. Les exportations vers les États-Unis représentent 76 % du volume total, en 1985, taux qui augmente à 81 % en 1995 ; elles sont de 33,7 milliards de dollars. Il faut souligner que selon le ministre John Ciaccia, en 1994 : « La balance commerciale entre le Québec et les États-Unis est positive pour la première fois depuis 11 ans, alors qu'elle est négative avec à peu près toutes les autres régions du monde¹¹. » La chute du dollar a permis une croissance exceptionnelle des exportations durant la décennie quatre-vingt et quatre-vingt-dix.

Pour ce qui est des relations commerciales avec les voisins immédiats du Québec, il faut savoir que les deux principaux partenaires du Québec, autant sous les libéraux que les péquistes, sont la Nouvelle-Angleterre et l'Atlantique. En 1985, la Nouvelle-Angleterre représente 16,4 % des exportations totales du Québec vers les États-Unis¹². Elles connaissent une croissance soutenue tout au long de la période 1978 à 1989¹³. En 1991, cette région devient le deuxième client du Québec avec des importations de 3,59 milliards de dollars. Finalement, lors de la dernière année du mandat libéral, les ventes ont atteint 6,2 milliards de dollars. Il faut savoir que vers la fin du mandat péquiste, en 1984, les exportations vers la région de l'Atlantique s'établissent à 4,76 milliards de dollars¹⁴. En 1994, à la fin du mandat libéral, elles atteignent 8,1 milliards de dollars.

L'État de New York est le partenaire politique privilégié du gouvernement péquiste de René Lévesque ; c'est le principal centre de pourparlers politiques du Québec, car Ottawa ne veut pas de la présence québécoise dans la capitale des États-Unis. Les libéraux continuent et multiplient les relations avec cet État pendant la décennie où Robert Bourassa est au pouvoir. Autant Lévesque que Bourassa traitent d'environnement, de développement économique, de commerce international, d'énergie et de transport. Les ententes avec l'État de New York sont très nombreuses au cours de la période 1985 à 1994. Les discussions et les accords conclus avec cet État sont, en général, reproduits dans les États limitrophes du Québec.

Au plan politique, les relations avec les États-Unis sont faibles ; celles-ci ont surtout été faites dans les domaines de l'environnement et de l'énergie. On peut signaler la « Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada » qui débute en 1972. Cette plate-forme, comme son nom l'indique, permet des discussions entre les

hommes politiques québécois et états-uniens dans divers domaines d'intérêts communs. Le premier ministre Bourassa profite de ces réunions pour discuter d'environnement, pour vendre l'électricité québécoise à son voisin états-unien et finalement à donner le point de vue du Québec face aux discussions qui aboutiront à la signature de l'ALÉ.

Donc, avec toutes ses informations, il est aisé de voir que la volonté de se rapprocher des marchés états-uniens a porté fruit. Grâce aux diverses missions économiques, à la signature de l'ALÉ et plus tard par celle de l'ALÉNA, le Québec a pu diversifier et augmenter d'une façon considérable les échanges avec son voisin du Sud. L'« Opération Amérique » commencée avec les péquistes et soutenue par les libéraux démontre donc la continuité des relations économiques avec cet espace géographique. Quant aux relations politiques, celles-ci prennent une place tout aussi restreinte que pour l'Europe ; le gouvernement fédéraliste de Robert Bourassa n'a pas besoin de vanter les bienfaits de l'indépendance québécoise. Il souhaite seulement que le courant des échanges avec ce géant prenne de l'ampleur et ne veut pas que les idées sécessionnistes nuisent à ces échanges.

Terminons notre étude en traitant des relations du Québec avec les pays francophones. La francophonie est une plate-forme importante pour le Québec au niveau politique. La coopération avec les pays de langue française est un fait accompli depuis longtemps, et les relations avec la France et la Belgique nous l'ont montré. La continuité se trouve dans la volonté d'augmenter les échanges avec les pays qui ont la langue française en commun, mais surtout dans la volonté d'avoir une plate-forme politique internationale pour le Québec.

Cette francophonie est un dossier très important pour le gouvernement péquiste. En 1983, Jacques-Yvan Morin, ministre des Relations internationales, déclare qu'il veut augmenter la participation du Québec au sein des institutions francophones¹⁵. Pour le gouvernement péquiste, la francophonie permet au Québec de mettre en place sa politique de coopération internationale ; le gouvernement Bourassa poursuit dans la même veine en s'assurant que cette tribune permette de faire valoir son point de vue sur la diversité culturelle. Les libéraux de Robert Bourassa ont réussi, autant lors du libre-échange avec les États-Unis que dans les accords du GATT, à exclure les industries de la culture et de la langue du libre-échange. Le Québec a le droit de subventionner et de protéger ses industries. C'est ce que prône Louise Beaudoin ; elle soutient que c'est le Québec qui a été précurseur de ce combat : « Le Québec a été l'un des premiers gouvernements à se préoccuper de cette question [...] car la culture québécoise a besoin de fonds publics et de quotas, ne serait-ce que parce que notre marché intérieur est trop restreint pour être rentable¹⁶. »

Encore une fois, sous les libéraux, l'économie prend de plus en plus d'importance. On distingue, à la suite de la victoire libérale de 1985, une continuité dans la vision de la francophonie. Il vante en début de mandat les bienfaits et les réalisations des nouveaux Sommets de la francophonie ; ces actes démontrent que la francophonie est un outil essentiel : « Nombre de décisions qui ont été prises et qui illustrent que la francophonie est devenue une réalité qui porte des résultats tangibles¹⁷. » L'économie devient encore une fois très importante avec l'ensemble francophone. Entre 1988 et 1992, la France, la Suisse et la Belgique accaparent ensemble plus de 88 % des flux commerciaux du Québec avec la francophonie¹⁸.

Pour ce qui est de la France, les relations politiques du Québec diminuent. Grâce aux études précédentes, nous savons que la France est un allié majeur pour la promotion de la souveraineté du Québec. Si l'on se fie à Philippe Poulin, la France est un atout majeur pour le Québec gouverné par les péquistes : « La France constitue également la tribune internationale par excellence lui permettant d'exposer, sur une plus grande échelle, son point de vue quant à son option fondamentale [la souveraineté]¹⁹. » Surtout, la France est un débouché économique très intéressant en Europe. Jacques-Yvan Morin déclare en 1982 qu'il veut « prioriser l'aspect économique des relations internationales du Québec²⁰ ».

Samy Mesli, quant à lui, prétend que les programmes de coopération en éducation entre le Québec et la France commencent à perdre de l'importance sous les péquistes en 1981. Les relations politiques en matière d'éducation et de culture sont en perte de vitesse, souligne Mesli, après une continuité pendant plus de vingt-cinq ans. Poulin et Mesli traitent d'un mémoire confidentiel du ministère des Affaires intergouvernementales qui démontrerait que dès 1981, les relations politiques entre Québec et Paris diminuent de façon importante : « Loin des constats officiels de bonne santé, l'état de nos relations avec la France apparaît précaire²¹. » Donc, après la défaite référendaire et dans un contexte économique difficile, les relations politiques avec la France diminuent ; celles-ci sont remplacées peu à peu par des cibles technologiques, mais surtout économiques, comme nous l'avons énoncé plus tôt avec le discours de M. Morin.

Ce serait donc une continuité de nos relations politiques et économiques avec la France que l'on retrouve avec les libéraux en 1984. L'appui français au libre choix des Québécois et l'amitié avec le Parti québécois déplaisent. La France appuierait la souveraineté du Québec si les Québécois le décidaient ; pour le gouvernement fédéraliste de Bourassa, ceci n'est pas très bien vu. Pour eux, de telles démonstrations sont à éviter. Le premier ministre québécois avait besoin de l'appui de la France au niveau des lois linguistiques et de la

participation du Québec au sommet francophone ; lorsque ceci est garanti, Bourassa se détourne de la France, comme il le fera éventuellement avec la francophonie. Bourassa se désintéresse grandement des relations avec la France, comme si celles-ci ne sont plus souhaitées et souhaitables au niveau politique après l'appui de la France à l'intégration du Québec au sein des Sommets francophones. Le premier ministre, qui ne s'est pas rendu aux funérailles du Général de Gaulle, laisse le poste de délégué du Québec à Paris vacant, ne nommant qu'un directeur par intérim. On s'aperçoit que les liens directs avec la France s'amenuisent au niveau politique, mais continuent dans les relations culturelles et commerciales. La coopération baisse en terme de budget, si l'on prend l'exemple des coupures au sein de la Délégation générale du Québec à Paris. Donc, dans les années 1980, les relations avec la France diminuent constamment ; ce serait donc une rupture par rapport aux années 1960 et 1970, mais une continuité des actions avec le gouvernement postréférendaire de René Lévesque.

Cette thèse de la rupture n'est pourtant pas portée par Louise Beaudoin. Celle-ci prétend que c'est avec l'arrivée des libéraux au pouvoir que l'on voit une rupture dans les relations franco-québécoises autant aux niveaux politique qu'économique. Elle place donc la barre de la rupture en 1985 plutôt qu'en 1980, comme tentent de le démontrer Mesli et Poulin. Si l'on se fie au dernier livre de Frédéric Bastien, la rupture se situerait plutôt vers 1988, après que soient installées les rencontres multilatérales francophones. Comme le montre Frédéric Bastien, la visite de Rocard, prévue en 1990, est annulée sous prétexte de la crise amérindienne d'Oka et de la guerre du Golfe²². Selon Bastien, si l'on se fie au livre *Le poids de la coopération : le rapport France-Québec*, Bourassa se désintéresse de la France ; ce fait entraîne des conséquences politiques : « Cette brouille politique [...] n'a pas été sans impact sur la coopération²³. »

Selon Balthazar, l'importance de la France sous les libéraux décroît un peu, par rapport à celle des États-Unis ou l'Asie²⁴, bien que la France soit associée au niveau commercial au marché commun européen et au marché unique de 1993²⁵. La fin des visites alternées entre la France et le Québec en est une preuve. On peut prendre pour exemple la méfiance et le manque d'atomes crochus entre Michel Rocard et Robert Bourassa ; il faut souligner que le Premier ministre de France, Rocard était pro-souverainiste²⁶.

Pour la Belgique, la bonne entente avec le fédéral permet au Québec d'élargir ses relations avec la partie francophone, tout en gardant le cap sur l'économie. Les liens avec l'Afrique francophone sont présents dès les années 1970. Les péquistes autant que les libéraux souhaitent développer et approfondir leur coopération avec cette région du monde. *L'Énoncé politique* de

1985 parle de l'Afrique francophone ; le gouvernement péquiste souhaite développer et approfondir sa coopération ; il envisage même d'ouvrir une délégation dans cet espace le plus tôt possible²⁷. Les libéraux ont quant à eux poussé la relation commerciale. Pour terminer, nous devons dire que le gouvernement libéral a une conception des affaires internationales plus strictement commerciale, culturelle et économique que le gouvernement Lévesque. Sa politique internationale est moins dominée par l'axe Paris-Québec, « sans enlever l'importance de la francophonie », dit M. Ciaccia²⁸.

En conclusion, reprenons la question que nous nous sommes posée et qui était de savoir s'il y avait eu rupture ou continuité entre les politiques des relations internationales du gouvernement libéral de Robert Bourassa sous Gil Rémillard, Paul Gobeil et John Ciaccia de 1985 à 1994 par rapport à celles du gouvernement péquiste de René Lévesque de 1981 à 1985. Pour y répondre, nous avons étudié les bases de la volonté internationale du gouvernement de Robert Bourassa. Par la suite, nous avons étudié les rapports du Québec avec le continent européen et avec les États-Unis. Finalement, nous avons traité de la francophonie.

Cette recherche implique plusieurs dimensions et les recherches en histoire ont rarement approfondi l'histoire politique du Québec de 1985 à 1994. Nous nous sommes demandé si l'on peut soutenir que lors de cette période, ce sont les aspects économiques qui ont eu priorité dans les activités québécoises à l'étranger. Nous avons aussi examiné pourquoi le gouvernement Bourassa tente d'intensifier ses relations avec ses partenaires de l'Europe de l'Ouest et de l'Est en délaissant de plus en plus le rôle de la France dans ses relations. L'hypothèse que nous avons posée était que les priorités péquistes axées sur le développement des relations avec les États-Unis et les relations dans le cadre de la francophonie ont été maintenues et même accentuées par le gouvernement libéral de Robert Bourassa dans un cadre économique. Les relations politiques ne sont en fait que des prétextes pour favoriser les échanges commerciaux.

Finalement, nous voyons bien que notre hypothèse est confirmée. Les relations internationales du Québec sous les libéraux de Robert Bourassa de 1985 à 1994 suivent une tendance uniforme depuis le règne péquiste de 1981 à 1985. Si nous disons tendance uniforme, il ne faut pas oublier que le gouvernement Bourassa a accentué les relations commerciales, virage déjà effectué sous les péquistes. En fin de compte, les libéraux ont gardé le cap avec l'Europe, les États-Unis et la francophonie. C'est surtout au niveau des relations politiques que le gouvernement de la période 1985-1994 agit en rupture avec les gouvernements précédents. De plus en plus, le ministère des Affaires internationales devient une coquille vidée de sa substance politique.

Le nombre d'ententes de grande importance diminue, et les visites gouvernementales sont axées sur le développement des relations commerciales plutôt que sur les questions culturelles ; les questions environnementales et énergétiques constituent les domaines politiques privilégiés par le gouvernement Bourassa de 1985 à 1994. Ce sont les relations économiques qui prennent le haut du pavé, ce que nous pouvons voir avec le changement de nom du ministère en 1988. Grâce à toutes ses informations, on s'aperçoit que les relations politiques sont de plus en plus absentes des relations internationales. Cela se voit très bien depuis la reprise au pouvoir des libéraux québécois sous la gouverne de Jean Charest en 2003.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Ministère des Relations internationales, *Le Québec dans le monde ou le défi de l'interdépendance : énoncé de politique de relations internationales*, Québec, Publication officielle, 1985, p. 6.
2. Louis Balthazar, Louis Bélanger et Gordon Mace, *Trente ans de politique extérieure du Québec, 1960-1990*, Centre québécois de relations internationales, Montréal, Septentrion, 1993, p. 165.
3. Ministère des Affaires Internationales, *Le Québec et l'interdépendance. Le monde pour horizon. Éléments d'une politique d'affaires internationales*, Québec, Publications du Québec, 1991, p. 212.
4. Stéphane Paquin (dir.), avec la collaboration de Louise Beaudoin, *Histoire des relations internationales du Québec*, Montréal, VLB, 2006, p. 173.
5. *Ibid.*, p. 172
6. Balthazar, *op. cit.*, p. 65.
7. *Ibid.*, p. 70.
8. *Ibid.*, p. 100.
9. *Ibid.*, p. 86.
10. Bureau de la statistique, *Commerce international du Québec*, Québec, Bureau de la statistique du Québec, Publications officielles, 1985, p. 12.
11. Mario Gilbert, « Québec n'a pas l'intention de sabrer dans ses délégations commerciales », *Le Devoir*, 19-20 mars 1994, p. B3.
12. Bureau de la statistique, *op. cit.*, 1985, p. 62.
13. *Ibid.*, p. 9.
14. *Ibid.*, p. 12.
15. Gérard Hervouet et Hélène Galarneau, *Présence internationale du Québec : chronique des années 1978-1983*, Centre québécois de relations internationales, Université Laval, Québec, 1984, p. 91.

16. Stéphane Paquin (dir.), *op. cit.*, p. 236.
17. Conférence de Gil Rémillard à la chambre de commerce et d'industrie du Québec métropolitain le 8 septembre 1987, BANQ : e42 2003-04-0018.
18. Pierre-Paul Groulx et Guilain Cauchy, « Le Québec doit aussi miser sur l'Europe », *Le Devoir*, jeudi 7 octobre 1993, p. A8.
19. Philippe Poulin, *Les relations France-Québec au cours du second mandat du gouvernement Lévesque 1980-1985*, Montréal, Université de Montréal, 1997, mémoire de maîtrise en histoire, p. 129.
20. Samy Mesli, *La coopération franco-québécoise dans le domaine de l'éducation de 1965 à nos jours*, thèse en histoire, Université du Québec à Montréal-Université Paris VIII, 2006, p. 194.
21. *Ibid.*, p. 194, et Philippe Poulin, *op. cit.*, p. 130.
22. Frédéric Bastien, *Le poids de la coopération : le rapport France-Québec*, Montréal, Québec-Amérique, 2006, p. 206.
23. *Ibid.*, p. 207.
24. Balthazar, *op. cit.*, p. 125.
25. *Ibid.*, p. 125.
26. Michel Dolbec, « Édith Cresson ne peut qu'améliorer les relations entre la France et le Québec », *Le Devoir*, 27 mai 1991, p. 6.
27. MRI, *op. cit.*, 1985, p. 69.
28. Sylviane Tramier, « Qu'advient-il de l'axe Québec-Paris? », *Le Devoir*, 28 décembre 1992, p. 1.